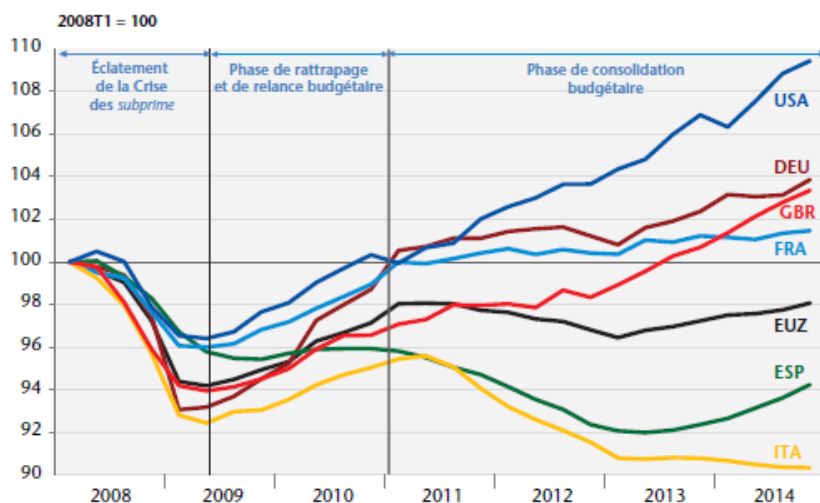


Évolution comparée du PIB de la France et de ses principaux partenaires



« L'injonction la plus controversée de ces dernières années porte sans aucun doute sur la réduction à marche forcée des déficits publics afin de revenir rapidement dans les clous prévus par le Pacte de stabilité et de croissance. »

Artus Patrick et Marie-Paule Virard (2017):

I. Les politiques économiques: définitions et historique depuis les années 1970.

A. Typologies des politiques économiques.

Politique économique = ensemble de décisions cohérentes, prises par les pouvoirs publics, et visant, à l'aide de divers instruments, à atteindre des objectifs afin d'orienter l'économie dans un sens souhaitable.

• **Politiques conjoncturelles ou politiques structurelles.**

Politiques conjoncturelles = interventions des pouvoirs publics dont l'objectif est de stabiliser l'activité économique et en particulier réduire les variations autour de la tendance de LT de l'économie.

==> Politiques budgétaires (dont fiscales) + politiques monétaires

Politiques structurelles = interventions des pouvoirs publics dont l'objectif est de modifier la structure productive et les circuits de distribution de l'économie.

==> Politique de l'emploi + politique industrielle + politiques de la concurrence + politiques sociales.

Personnage important/date/idées importantes

Objectifs du carré Magique : La croissance économique, le plein emploi des facteurs de production.

L'équilibre extérieur de la balance commerciale, la stabilité des prix.

- **Politiques macroéconomiques ou politiques microéconomiques.**

Politiques macroéconomiques = interventions des pouvoirs publics dont l'objectif est d'agir sur le rythme et la dynamique dans son ensemble.

Politiques microéconomiques = interventions des pouvoirs publics dont l'objectif est de modifier les conditions de l'O et de la D sur des Més spécifiques.

- **Politiques de l'offre ou politiques de demande.**

Politiques de demande = actions sur la D intérieure (CF, I, G) afin de relancer le PIB.

Politiques de l'offre = actions visant à augmenter la croissance potentielle en donnant un cadre propice au développement de la compétitivité des entreprises.

Croissance potentielle = croissance maximale de la production qui peut être réalisée **sans tensions inflationnistes** compte tenu des FDP disponibles et de l'état de la technologie.

L'écart de production (output gap) est un indicateur économique qui mesure la différence entre la production réelle d'une économie et sa production potentielle. D'ailleurs, la production potentielle est aussi souvent appelée *capacité de production* de l'économie.

B. La politique économique en France depuis 1945.

FR peu impacté par crise de 1929. Fr va essayer de retenir les K = en aug les taux d'intérêts. Csq sur éco = plus d'épargne moins d'invest= affecte l'économie ==> franc s'apprécie = exportation s'effondre = Franc était surévalué de 20%. Laval veut lutter contre l'inflation = solution pol de rigueur pr que prix nationaux s'aligne sur prix étrangers. Ce qui mèneras en 1936 au Front Populaire = dévaluation du franc de 27% en 1936.

a) Planification et intervention multiforme.

- 1er plan (1946-1952): « modernisation et équipement » base sur acier charbon électricité transport
- 2nd plan (1953-1957) = axé sur industrie et équipement
- 3ième plan (1958-1961) encore indus + infra collectif
- 4ième plan (1962-1965)
- 5ième plan (1966-1970): « ardente obligation » selon le GI de Gaulle.

- Méfiance envers le secteur privé après la crise des années 1930.

L'intervention structurelle devient progressivement secondaire.

b) Les politiques de régulation conjoncturelles.

Politiques de « stop and go » = alternance de pol de relance et rigueur.

- L'alternance des politiques n'affectent pas la bonne marche de l'économie nationale dans un contexte de de PE, d'ouverture extérieure faible, d'inflation forte et de consommation soutenue.

Essoufflement et remises en cause des politiques conjoncturelles.

- Bouleversement dans les années 70: fin des changes fixes + chocs pétroliers => brutale remise en cause des recettes traditionnelles pour pallier les fluctuations.

c) Répondre à la contrainte extérieure.

L'abandon des principes keynésiens.

- Logique de l'O => restaurer la compétitivité des entreprises, surtout hors prix (=> relance des I => relance de l'emploi).
- Rigueur monétaire et budgétaire: recherche des « grands équilibres » (stabilité du cours du change, faible inflation, équilibre des finances publiques)
- Arrivée des socialistes en 1981: nationalisations des établissements bancaires encore privés (Paribas, CIC, Crédit du Nord...) et de grands groupes industriels (Saint Gobain, Thomson, Pechiney...) + politique de relance.

La politique de désinflation compétitive.

- Politique tout au long des années 80: choix assumé de s'adapter à la concurrence internationale => « désinflation compétitive » puis « politique du franc fort » afin d'exporter l'inflation chez les partenaires commerciaux.
- 1983: désindexation des salaires sur les prix => nouveau partage de la VA (hausse du taux de marge) pour permettre aux entreprises d'I et de créer des emplois. Maintien de taux d'i élevés => garantir la valeur du franc par rapport au mark + incitations des entreprises à faire des efforts de compétitivité (plutôt que la dévaluation).

II. Les politiques conjoncturelles: principes.

A. La politique budgétaire.

Politique budgétaire = une des composantes de la politique économique qui vise à agir sur la situation macroéconomique par l'intermédiaire du budget de l'Etat (dépenses et recettes).

Déficit public => augmentation de la D globale => augmentation de la croissance et baisse du chômage.

a) Les outils de la politique budgétaire.

- **Les stabilisateurs automatiques.**

Mécanismes par lesquels la conjoncture se stabilise automatiquement grâce à la modification spontanée du solde budgétaire.

Ralentissement économique => augmentation des dépenses et baisse des recettes fiscales => détérioration du déficit public.

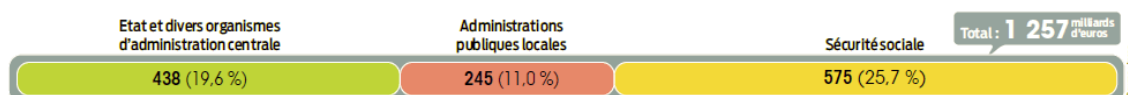
- **Les politiques discrétionnaires.**

FR = prélève en moyenne 10 pts de plus taux de po que le reste des pays de l'OCDE.

Cela est succession des choix pol= car FR a choisi protection sociale publique de haut niveau.

Si on regarde part des impôts dans PIB= comparables aux autres pays ==> la différence se fait sur les cotisations sociales.

Répartition des dépenses publiques en France en 2016, en milliards d'euros et en % du PIB.



b) L'efficacité des plans de relance en question.

J.Creel (2010): « Les politiques budgétaires: de la relance à la rigueur ». Ces pol suivent 3 règles.

- **Timely**: au plus près de la conjoncture.

- **Temporary**: éviter les effets d'aubaine, éviter de creuser trop le déficit. Souvent décision prise à un moment et sont appliquées plus tard= or conjectures a changé= réduit efficacité.

- **Targuetted**: ciblage où l'effet de relance est le plus important (l publics; importance des multiplicateurs).

B. La politique monétaire.

Politique monétaire = une des composantes de la politique économique qui vise à agir sur la situation macroéconomique par l'intermédiaire de la quantité de monnaie en circulation et / ou du taux d'intérêt.

a) Les canaux de transmission de la politique monétaire conventionnelle.

- **Le canal des taux d'intérêt (IS-LM).**

Politique monétaire expansionniste => baisse des taux d'intérêt directeur => baisse des taux d'i réels => baisse du coût du K => hausse de I => hausse de la DG et de Y

- **Le canal du crédit bancaire.**

Baisse des taux d'intérêts directeurs => baisse du coût des ressources des banques de second rang => hausse du volume du crédit et baisse de son coût.

- **Canal du taux de change.**

Baisse du taux directeur => sortie de K => dépréciation de la monnaie => amélioration de la compétitivité-prix => hausse des X et de Y

Les taux d'intérêts directeurs sont les instruments « conventionnels » des politiques monétaires.

NB: il s'agit ici du taux de refinancement à une semaine.

b) La nécessité de politiques non conventionnelles.

- Été 2007: les BqC des grands pays développés ont injecté d'énormes quantités de liquidités, afin de pallier la défaillance du marché interbancaire = relance.

- Au fil de la crise, abaissement de leur taux d'intérêt directeur (proche ou à 0).

- Trois grandes catégories de politiques non conventionnelles

- L'assouplissement quantitatif (Quantitative Easing) => Le terme **assouplissement quantitatif** - traduction de l'anglais de **Quantitative easing (QE)** - désigne un type de politique monétaire dite « non conventionnelle » consistant pour une banque centrale à racheter massivement des titres de dettes aux acteurs financiers, notamment des bons du trésor ou des obligations d'entreprise

Augmenter la taille du passif de la banque centrale, donc la base monétaire.

- L'assouplissement qualitatif de crédit (CE) => débloquer les marchés de crédit

En zone euro, une estimation de la BCE suggère que le programme d'achats d'actifs lancé en mars 2015 aurait réduit les taux longs en zone euro d'environ 60 points de base, avec un effet plus prononcé sur les pays les plus vulnérables de la zone == baisse des tx d'intérêt.

C. Retour sur la sortie de la « Grande dépression » des années 1930.

- Les 2 grands enseignements de Keynes (1936):

1. Les variations à CT des principales composantes de la DG sont le déterminant essentiel du PIB réel, du chômage et des prix

2. La confiance des entrepreneurs et leurs anticipations (les « esprits animaux ») joue un rôle central dans la création du cycle d'activité en influençant leurs choix d'I et d'embauche.

• Donc pour sortir de la crise, il faut:

1. Relancer la DG via des politiques contracycliques
2. Redonner confiance aux entrepreneurs.

• Roosevelt et le New Deal: un déficit subi mais non souhaité.

=> Véritable sortie de crise à l'entrée des E-U en guerre (programme d'armement en 1940).

III. La politique conjoncturelle européenne.

A. La BCE: primauté à la stabilité des prix.

• **Les taux directeurs comme outils « conventionnels » de pilotage de la politique monétaire.**

Plus le tx d'intérêts directeur diminue plus les crédits aux PME augmentent.

BCE = ne rachète pas les obligations des Etats sur marché primaire = achète que sur marché secondaire occasion. Pour ne pas pousser les Etats à prendre des risques inutiles sachant que la BCE les aidera derrière.

Les achats de titres publics, la plus importante composante en volume de programmes d'achat d'actifs de l'Eurosystème (APP), ont débuté en mars 2015 dans un contexte de risque de déflation en zone euro.

Les flux mensuels totaux d'achats nets d'actifs, de 60 milliards d'euros à partir de mars 2015, se sont élevés à 80 milliards à partir d'avril 2016. Ils ont été successivement recalibrés à 60, puis à 30 et enfin à 15 milliards d'euros par mois.

• Risques :

- Bulles d'actifs

- Sortie trop rapide de ces politiques => ralentissement de la reprise + risques déflationnistes + déstabilisation brutale des Més financiers.

B. La politique budgétaire dans la zone euro.

• Creel J. et Labondance F. (2017) « La banque centrale européenne et le carcan budgétaire »

L'orthodoxie budgétaire par les règles: ils critiquent le déficit public par les règles de l'UE incitant les pays à se rapprocher de l'équilibre budgétaire. Sinon qu'en absence de règles, certains pays sont incités à être indiscipliné sur le plan budgétaire ce qui a pour conséquence

des externalités. si on fait de la relance en situation de plein emploi ça crée de l'inflation. Mais si on est dans une situation de récession, la politique budgétaire relancera l'activité mais sans tension inflationniste. La politique budgétaire est plus efficace lorsque les taux d'intérêt sont proches de 0 (trappe à liquidité).

- Critères de convergence dans le traité de Maastricht (1992) puis Pacte de Stabilité et de croissance (PSC) en 1997 à Amsterdam.

Retour de la dette à 60% du PIB en réduisant le surplus de dette de 1/20^{ème} par an.

Améliore chaque année d'au moins 5% du PIB le solde structurel

Règle d'or = TSCG = incite les États à atteindre au plus 0.5 % du PIB.

Commission tolère les écarts si = crise ou réformes soutenues par la Commission.

3 types de problèmes posés par le pilotage de la zone euro.

1. Difficulté de mettre en œuvre une politique mixte au niveau européen.

2. Pas de gouvernement économique de la zone euro.

Choc asymétrique => pas d'intervention au niveau européen

C. La crise des dettes souveraines.

Dette (sens de Maastricht) = dette de l'ensemble des administrations publiques au sens des comptes nationaux

Déficit budgétaire = besoin de financement des administrations publiques.

Solde budgétaire négatif \Leftrightarrow dépenses > recettes

- Crise de 2007 => choc symétrique => plans de soutiens au secteur bancaire + plans de relance => hausse des déficits et de la dette publique (au-delà du PSC = pacte stabilité croissance = un ensemble de critères que les États de la zone euro se sont engagés à respecter vis-à-vis de leurs partenaires)

Gestion laborieuse de la crise car problèmes institutionnels => crise de confiance.

- Long mois avant le programme d'assistance financière à la Grèce (qui ne représente que seulement 2 % du PIB de la zone euro).

- Solution apportée: « règle d'or » dans le TSCG Cette règle impose que le **déficit** budgétaire structurel d'un pays ne dépasse pas 0,5 % de son **PIB**

Rejet pour le moment du **fédéralisme**:

- Eurobonds (avec les **eurobonds**, les obligations seraient donc émises au niveau européen, et non plus des pays, en leur nom commun, avec un taux d'intérêt unique, qui serait une moyenne de ceux auxquels les différents pays membres se financent.)

- Mise en commun d'une partie de la protection sociale.
- Mise en place d'une fiscalité commune: TVA par exemple.

D. Déficits, dette et politiques conjoncturelles.

a) La dette doit être réduite rapidement.

• **Effets pervers de l'endettement.**

- Perte de confiance des créanciers étrangers (près de 60 % de la dette française est détenue par des étrangers) car FR est toujours considéré comme sûr.
- Diffusion de la hausse des taux d'i à d'autres économies (effet d'éviction) = perte de confiance pr un pays peut en toucher d'autre. Ex 2010 = Grèce esp Portugal = difficulté = experts ont imaginés généralisation à toute l'Europe = pas eu lieu...
- Hausse du taux de change car entrées de K => baisse de la compétitivité-prix (effet d'éviction).
- Hausse du poids de la dette qui repose sur les générations futures (équivalence ricardienne).
- Hausses d'impôts => évasion fiscale.
- Hausse des M => déficit commercial.
- Inflation.

• **Crainte d'insoutenabilité des finances publiques.** (Cf diapo suivante)

« Effet boule de neige » = mécanisme cumulatif d'endettement quand le taux d'i de la dette est plus fort que le taux de croiss de l'économie.

Pour stabiliser la dette dans cette situation: dégager un solde budgétaire primaire positif (recettes supérieures aux dépenses)

• Solutions: réduire rapidement la dette <=> positionnement néo-ricardien.

Plan d'assainissement = baisse des dépenses ex Irlande ou hausse des recettes ex Hongrie.

b) La réduction de la dette ne doit pas être une priorité.

• La croiss n'est pas répartie => il faut maintenir les politiques budgétaires expansionnistes => la croiss comblera les déficits.

• **Effet de relance (keynésien) du déficit budgétaire.**

Mise en œuvre de politiques budgétaires restrictives dans la zone euro ==> chute de la production ==> baisse des recettes fiscales ==> dégradation du ratio d'endettement=> Més pas rassurés.

- **Contre-arguments à la règle de finances publiques.**

- La « règle d'or » à l'origine (P.Leroy-Beaulieu Traité de la science des finances en 1891) stipule qu'il est légitime de financer les I publics par le déficit.

Il est légitime que l'Etat puisse emprunter pour financer ses I.

Il est dangereux d'équilibrer le budget trop rapidement lorsque la reprise est incertaine (Argument aussi dans article de J.Creel en 2010) ==> croiss molle.

Étude empirique sur les États-Unis (OFCE 2018)

Les menaces possibles sur la croissance de la production à moyen et long terme ne semblent pas provenir de la dette publique (qui pourrait bien être une conséquence d'une crise), mais plutôt d'une augmentation excessive du niveau de la dette privée (particulièrement celle liée aux prêts immobiliers, moins celle liée à l'I des entreprises).

- Les chocs de dette publique affectent positivement et durablement la production.

- Preuves contre l'hypothèse selon laquelle la croissance de la dette publique diminue la croissance du PIB aux États-Unis: l'augmentation de la dette publique, entraînée par une augmentation des dépenses publiques en investissements, génère aussi des hausses dans les investissements privés

- La politique budgétaire expansionniste stimule la production à court et à moyen terme. Il en ressort que les politiques d'austérité ne semblent pas être la réponse politique appropriée pour surmonter une crise.